

COURS SUR LA GUERRE D'ALGERIE

1954-1962

INTRODUCTION

La Guerre d'Algérie a longtemps été qualifiée de « Guerre sans nom » ou « d'événements ». Le vocable Guerre d'Algérie a été reconnu par la loi du 10 juin 1999. Ce qui permet aux appelés qui y participèrent d'être considérés comme anciens combattants.

Il fut en effet difficile de qualifier les événements, les combats qui se déroulèrent en Algérie de 1954 à 1962 puisque l'Algérie était un territoire conquis depuis les années 1830 par la France et fut officiellement rattachées à la France sous la forme de trois départements (Alger, Oran, Constantine) en 1848.

Avant de commencer **Quelques rappels des grandes dates de l'histoire de l'Algérie française de 1830 à 1954 s'imposent :**

- 14 juin 1830 : débarquement armée française à Sidi Ferruch. Et 5 juillet Alger est livré aux Français.
- 30 mai 1837 : Traité de Tafna qui reconnaît Abd el-Kader souverain des 2/3 de l'Algérie, la guerre reprend avec lui deux ans après.
- 23 décembre 1847 : reddition d'Abd el-Kader
- 1851 : Révolte en Kabylie
- septembre 1860 : Voyage de Napoléon III qui rêve d'un royaume arabe.
- 1870 : Décrets Crémieux qui accordent la nationalité française aux juifs d'Algérie.
- 1881 : L'Algérie est intégrée à la France = Instauration du Code de l'indigénat.
- 1908 : Extension de la conscription aux Algériens musulmans (service obligatoire en 1911).
- Grande Guerre de 14-18 : Participation massive des indigènes à l'effort de guerre tant sur le front qu'à l'arrière.
- 1926 : Création de l'ENA (Etoile Nord-Africaine) de Messali Hadj qui réclame l'indépendance de l'Algérie. (ENA Dissoute 3 ans plus tard qui sera reconstituée en 1933 avant d'être de nouveau dissoute en 1937.
- 11 mars 1937 : Proclamation du PPA (Parti du peuple algérien)
- 1939 : arrestation des dirigeants nationalistes algériens.

On voit donc là qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Algérie française est en une situation difficile sur le plan politique. Les frustrations des élites algériennes se font de plus en plus sentir, à ces frustrations s'ajoutant l'idéologie communiste qui conduit à la fondation officielle d'un Parti communiste algérien dès 1936. La Seconde guerre mondiale, avec la défaite française et l'instauration du régime de Vichy finissent de convaincre ces dernières que l'indépendance est la seule voie.

Les événements sanglants de Sétif le 8 mai 1945, provoqués par un coup de feu lors d'une manifestation musulmane, conduisant au massacre de centaines d'européens et sonnent comme les premiers épisodes d'une guerre d'indépendance multiforme.

Multiforme car elle à la fois une guerre d'indépendance armée, qui ressemble d'ailleurs plus à de la guérilla, une guerre civile franco-française, une guerre civile franco-algérienne, une guerre civile algéro-algérienne...

I) SITUATION DE L'ALGERIE A LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

A) Une situation sociale compliquée

Parmi les colons français il y a des gens extrêmement simples. Les Français sont regroupés dans les villes. L'action française s'opère surtout dans grandes villes tandis que tout l'intérieur de l'Algérie est sous-administré faute de moyens et d'investissements publics. Nous avons donc une situation côtière développée, industrialisée, urbanisée et une Algérie de l'intérieur où rien n'a vraiment évolué. De très nombreux indigènes n'ont d'ailleurs jamais rencontré jusqu'à la guerre d'Algérie le moindre Français ! La société indigène de l'intérieur de l'Algérie est une population agraire au cœur d'une société pastorale.

Un autre problème de taille va résider dans une explosion démographique de la population musulmane (5,5 millions en 1930, elle atteindra le chiffre de 8,4 millions 20 ans plus tard), entraînant des problèmes de scolarisation, de logements, d'emplois etc. tout cela entraînant une paupérisation de cette population, une « clochardisation » pour reprendre le terme employé par l'ethnologue Germaine Tillion.

De même, la volonté française de respecter les traditions de la population musulmane, leur laissant leurs coutumes coraniques, les éloignent de fait des valeurs républicaines avec lesquelles ces lois coraniques ne sont pas compatibles. Le résultat est qu'ils n'ont pas droit au code civil. Ils ont la nationalité française depuis 1865 mais non pas une citoyenneté complète du fait même de leur statut coranique. Ce n'est cependant pas discriminatoire puisqu'ils ont droit de revendiquer une citoyenneté complète à la condition qu'ils renoncent à leur statut coranique. Ils ne sont qu'un millier à le faire.

Par ailleurs il faut bien comprendre qu'en Algérie on a fait une colonisation laïque, tout prosélytisme religieux est interdit et l'Etat y veille de manière stricte. On a donc deux populations françaises distinctes en Algérie ce qui est en contradiction complète avec la notion même de République.

B) La montée des mouvements nationalistes et la fin du « prestige français »

Les indigènes vont être approchés par l'anticolonialisme et ceci dès la fin de la Grande Guerre où l'on proclame le « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Un nationalisme algérien naît donc à partir des années 1920, un nationalisme qui se base au départ sur des idées communistes et donc sur l'idée d'un nécessaire recours à la violence. Volonté de ré-identité. Le nationalisme arabe se manifeste et balaye l'ensemble du Maghreb qui va se nourrir des erreurs françaises comme celle de tout faire pour bloquer l'accession aux responsabilités des élites arabes francophiles. Leur aspiration se transforma en aigreur et conduisit donc au nationalisme.

La Seconde Guerre mondiale rive le clou : Homme fort vaincu, prestige français chute. Les conflits franco-français compliquent l'affaire et en 1944-45-47 : réforme pour élargir vote musulman etc. Mais rien n'est vraiment clair ni concret. La France ne prend que des « mesurette ».

Les massacres de Sétif seront ultérieurement vécus comme les prémices d'une guerre qui éclate 10 ans plus tard...

Une dernière chose à retenir avant la guerre d'Algérie : 1946 marque la Création de l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien) de Ferrat Abbas et du MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) par Messali Hadj.

II) DE LA TOUSSAINT ROUGE A LA BATAILLE D'ALGER

A) l'embrasement 1954-55

Tout recommence en octobre 1954 où se déroule ce que l'on appelle depuis « La Toussaint rouge », expression donnée par les journalistes français à l'insurrection du 1er novembre 1954.

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre l'Algérie connaît simultanément plusieurs explosions de violences suivies dans la journée du 1er novembre par une trentaine d'attentats perpétrés par le Front de Libération Nationale (FLN) en différents endroits du territoire algérien, contre des objectifs militaires ou policiers. L'assassinat d'un jeune instituteur français Guy Monnerot en reste le plus grand symbole, un journaliste écrit : « *Il n'est pas le premier mort de la guerre d'Algérie. Pourtant, Guy Monnerot, le jeune instituteur originaire de Limoges, est devenu le symbole de cette France investie en Algérie et que le FLN voulait frapper* ».

LE FLN et sa branche armée l'ALN (constituée de 20 000 moudjahidine) voulaient par cette violence contraindre la France à négocier.

La répression française ne se fait pas attendre du Président du Conseil, Pierre Mendès France, et du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand (qui veut définir sa politique par trois mots : volonté, fermeté, présence). Ce dernier met à la disposition du gouvernement général de l'Algérie trois compagnies de CRS (600 hommes), suivies par un premier bataillon de parachutistes puis trois autres le lendemain. Cette première répression est assez dure mais ne va pas éteindre pour autant l'insurrection. Personne ne veut pourtant croire en une guerre d'indépendance malgré les premiers pas vers l'autonomie et l'indépendance de la Tunisie et du Maroc...

Le 5 novembre 1954 la France dissout donc le MTLD, fait arrêter ses responsables et décide d'accompagner les opérations militaires d'un grand programme de réformes pour répondre aux attentes des insurgés (création d'une Ecole d'administration pour favoriser l'accès aux musulmans aux postes à responsabilité ; réduction des écarts de salaires entre européens et indigènes ; lancement de grands travaux d'équipements). Mais le gouvernement de Pierre Mendès France est renversé le 5 février 1955. Un nouveau gouverneur d'Algérie est nommé parmi la droite : Jacques Soustelle. Plutôt à l'écoute des revendications, il voit sa politique compliquée par le vote par l'Assemblée nationale de l'Etat d'urgence.... Qui renforce les pouvoirs de l'armée et autorise la création de camp de regroupement des populations (parler de Zeghidour).

B) Montée en puissance été 1955- fin 1956

L'insurrection devient le maître mot du FLN qui ne fait pas retomber la pression malgré la répression. L'été 1955 est ainsi marqué par le soulèvement du Nord-Constantinois le 20 août 1955 et par le massacre de nombreux Européens mais aussi d'indigènes attachés à la France, un soulèvement qui s'étend en Kabylie et dans l'Algérois. La volonté du FLN est alors de créer une rupture entre les communautés. Cette montée de violences ne s'arrêtera plus.

1956, marquée par l'arrivée au pouvoir de Guy Mollet (président du Conseil, chef du gouvernement) le 1er février, voit un basculement de ce que l'on peut déjà appeler guerre qui désormais s'étend en ville. Dès le 6 février Guy Mollet se rend en Algérie et doit faire face à une violence de la foule à l'égard de la France dont il fait les frais directement c'est ce que l'on nomme « La journée des tomates ». Dès lors c'est une politique répressive qu'il adopte et fait basculer définitivement l'Algérie dans la guerre.

Basculement aussi pour la jeunesse de métropole puisque désormais ce sont des appelés du Contingent (des hommes de seulement 20 ans, inexpérimentés) qui viennent mener la guerre. En 1956, faire son service militaire signifie venir faire la guerre de l'autre côté de la Méditerranée contre un ennemi dont ils ne connaissent rien...

L'agitation gagne donc les villes, Alger en particulier. Le 12 mars 1956, Guy Mollet demande et obtient le vote des pouvoirs spéciaux incluant notamment la création d'une procédure de justice militaire de "traduction directe" sans instruction. Ainsi sont conférés à l'armée de nombreux pouvoirs qu'ils sauront utiliser... (18 mai 1956 : épisode de Palestro dans lequel 20 soldats rappelés sont massacrés) dès 1957, année marquée par une intensification de l'action militaire et terroriste du FLN.

C) 1957

Le CEE (conseil de coordination et d'exécution) du FLN espérait imposer sa volonté en généralisant la guérilla et le terrorisme. Il espérait démontrer de même sa représentativité en instigant une grève générale à partir du 28 janvier 1957 (date de l'ouverture de la session de l'AG de l'ONU). Dès lors se déroula à Alger ce qu'il est convenu d'appeler la « Bataille d'Alger » de janvier à octobre 1957, menée par le général Massu, investi des pouvoirs de police (nous y reviendrons plus en détails avec l'exposé sur la Bataille d'Alger en TD). C'est le moment où la torture fut instaurée (impossible de juger a posteriori, d'autant que les horreurs proférées par le FLN étaient insoutenables). Retenons qu'à l'issue de ces mois difficiles, la division parachutiste démantela les réseaux terroristes et l'organisation politico-administrative de la zone autonome d'Alger.

Parallèlement les combats s'intensifièrent sur les frontières. L'ALN ne s'avouait pas vaincue pour autant puisqu'elle augmentait sans cesse ses effectifs et se ravitaillait en armes aux frontières du Maroc et de la Tunisie. La France répliqua par la construction de barrages électrifiés = ligne Morice pour verrouiller les frontières.

Sur le plan politique, les négociations échouent. Le 12 juin 1957 un nouveau gouvernement est nommé avec sa tête Maurice Bourgès-Maunoury (ancien ministre de la Défense). Il présente un projet de loi partageant les départements algériens en 8 ou 10 territoires qui désigneraient une assemblée fédérative et un exécutif algérien. Un projet rejeté par le FLN qui veut l'indépendance...

III) 1958-1960 : DE DESILLUSION EN DESILLUSION

A) Internationalisation de la guerre

L'année 1958 va marquer un tournant dans la guerre en internationalisant le conflit. La France subit en effet les pressions des Etats-Unis qui appuient une offre de médiation tuniso-marocaine dont la France ne veut pas. On pense alors que la guerre en Algérie faisait le jeu du bloc communiste puisque le FLN se tournaient vers lui pour obtenir des aides, un appui offert à la conférence afro-asiatique du Caire du 26 décembre 1957.

Le FLN comprend très vite en effet que pour faire face à la machine de guerre française il fallait qu'il se fasse écouter au niveau international. La lutte armée se double donc d'une action politique et diplomatique. Il trouve ainsi des appuis matériels et moraux auprès de La Ligue arabe puis de l'URSS.

Une internationalisation qui prit réellement corps lorsque la France le 8 février 1958 bombardra Sakiet-Sidi-Youssef, un village tunisien abritant une base de l'ALN. La Tunisie porta plainte à l'ONU. Les Etats-Unis et la GB offrirent leur bon service. Ce fut assez pour faire tomber le gouvernement le 15 avril. Après un mois d'interrogations politiques, le 8 mai c'est Pierre Pflimlin qui fut désigné. Il était favorable à des pourparlers avec le FLN en vue d'un cessez-le feu. Ce qui ne manqua pas d'inquiéter les Français et l'Armée qui veulent sauver l'Algérie Française. Les généraux mettent alors en garde le président de la République, René Coty.

B) 13 mai 1958

Après l'annonce de l'exécution de trois soldats français par le FLN, le général Salan ordonne l'organisation de cérémonies patriotiques en Algérie le 13 mai, date à laquelle Pflimlin devait présenter son gouvernement à l'Assemblée nationale.

Après les cérémonies officielles aux monuments aux morts, les étudiants conduit par Pierre Lagarde (Pdt de l'association des étudiants) se lance à l'assaut avec la foule du Gouvernement général.

Pour calmer le mouvement, Massu décide de prendre la tête d'Un Comité de Salut Public. A Paris l'Assemblée nationale investit le gouvernement Pflimlin. LE CSP en appel au général de Gaulle qui se dit prêt à « assumer les pouvoirs de la République ». C'est donc un grand désordre politique qui règne en France et en Algérie sur fond d'un plan « résurrection ». Pflimlin démissionne alors le 28 mai. Coty laisse le pouvoir et démissionne au profit de de Gaulle qui est investi le 1er juin. La IV République est morte de n'avoir pu régler la question algérienne.

C) De gaulle face à la guerre d'Algérie

Dès le 4 juin, il part donc en Algérie. Fais son fameux discours à Alger (« Je vous ai compris »). A Mostaganem où il crie « Vive l'Algérie française » puis à Oran, Constantine, Bône. Pour lui il n'y a que des Français en Algérie qui doivent jouir des mêmes droits. Rien ne montre alors qu'il va abandonner l'Algérie.

25 août 1958 : Première nuit bleue des attentats FLN en France.

Le FLN ouvre un second front en déclenchant sa guérilla urbaine (nombreuses destructions infrastructures partout en France) sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine. Cette nouvelle forme de lutte avait pour but d'affaiblir le potentiel économique de l'Etat colonial, maintenir une partie de l'armée française sur le sol métropolitain, amoindrir de la sorte l'importance du contingent face aux moudjahidine dans les maquis d'Algérie.

Septembre-Octobre 1958 : C'est alors l'avènement de la Ve République, les Français d'Algérie et les musulmans votent massivement (Le FLN condamnait de fait les Algériens ayant voté !) pour la nouvelle Constitution qui permet au Président d'obtenir les pleins pouvoirs en cas de troubles graves.

De Gaulle annonce de même un plan quinquennal de développement économique pour la mise en valeur sociale et économique de l'Algérie : « Le Plan de Constantine » (le 3 octobre) qui redonne espoir. Un espoir de courte durée....

De son côté le FLN constitua le 19 septembre 58 le GPRA (Gouvernement Provisoire de la Rep algérienne). Un GPRA qui refusera la « Paix des Braves » proposée par de Gaulle lors d'une conférence de presse le 23 octobre 1958.

D) L'épreuve de force

Début janvier 1959, n'ayant pas réussi à changer la donne en Algérie de Gaulle charge son nouveau premier ministre Michel Debré de faire évoluer la situation politique sur place au plus vite. Il charge le général Challes de remporter la victoire militaire dans les six mois.

En ville, les violences se poursuivaient, les élections et les travaux aussi... Les Français d'Algérie s'inquiètent face aux mesures de grâce accordées aux prisonniers FLN...

Dès lors, le discours de de Gaulle va changer. Pour lui la pacification devait se poursuivre par l'auto-détermination... S'il exprime publiquement son désir de rapprocher les deux communautés en Algérie il ne parle désormais plus de l'Algérie française. Lors de son intervention télévisuelle, le 16 sept 1959 de Gaulle annonce la tenue, quatre ans après le rétablissement de la paix, d'un référendum au sein de la population musulmane pour connaître ce qu'elle veut à l'avenir. Les Français d'Algérie ne seront pas sondés... A leurs yeux c'est une trahison. LE GPRA Voulait des garanties avant tout cessez le feu.

Les épreuves de force commencent avec la semaine des Barricades du 24 janvier au 1er février 1960. La population algéroise édifie des barricades dans la ville dans le but de faire basculer l'armée dans le camp de l'Algérie française.

De Gaulle ne cède pas et répète sa volonté de demander aux Algériens leur avis. La France s'embrace en manifestations diverses contre la guerre d'Algérie. 6 sept : manifeste des 121 (intellectuels CONTRE), 6 octobre celui des 200 POUR.

IV) 1961-1962 : LA FIN DE L'ALGERIE FRANCAISE

A) 1961 : le chaos politique

A partir de 1961, les choses s'accélérent dans le plus grand désordre et va crescendo dans la violence en Algérie et en métropole.

Le 8 janvier 1961 se tient donc le référendum sur l'autodétermination. À cette occasion, 75,25% des Français (suffrages exprimés) approuvent la politique du général de Gaulle en métropole contre 69% en Algérie.

Quelques jours plus tard a lieu le premier attentat de l'OAS (Organisation Armée secrète, pro-Algérie Française) qui se crée « officiellement » en février à Madrid autour du général Salan, de Pierre Lagailarde et de Jean-Jacques Susini.

A ce moment-là De Gaulle ne croit plus guère aux chances d'une association franco-algérienne. Suivant l'opinion publique française, il veut en finir avec cette guerre qui freine sa politique extérieure.

Le 15 mars, le gouvernement annonce pour le 7 avril l'ouverture des pourparlers de paix à Evian. Les pourparlers se voient fâcheusement retardés par deux événements : - L'assassinat, le 31 mars, du maire d'Evian par l'OAS. - le Putsch des généraux du 21 au 25 avril (Challe, Salan, Jouhaud, Zeller). Le Putsch se termine par leur emprisonnement.

La négociation s'engage en mai 1961 à Evian puis en Haute Savoie en juillet. Mais ces réunions ne s'accordent pas sur les modalités de cessez-le-feu et sur l'appartenance du Sahara qui regorge de pétrole.

Désireux de forcer son avantage face au chaos politique, le FLN organise à Paris une manifestation nocturne qui tourne au drame le 17 octobre 1961 (manque de recul actuel sur les faits, manipulations etc. sur le nombre de morts ce soir là).

Le 19 décembre c'est une manifestation unitaire pour la paix et contre l'OAS qui a lieu à Paris dans un calme relatif.

B) 1962 : une fin dramatique

1962 va être l'année de tous les drames !

Le 8 février a lieu de le drame à Paris de la station du métro de Charonne (manifestation anti-OAS qui vire au drame avec la répression policière dirigée par le préfet Maurice Papon faisant 9 morts). 10 jours plus tard c'est une voiture piégée par l'OAS qui explose à Oran.

Politiquement, on avance, la France s'accorde avec le FLN et les accords d'Evian signés le 18 mars 1962 conduit à l'officialisation du Cessez-le feu le 19 mars 1962 (c'est pour cela que la date est commémorée de nos jours bien ne faisant pas l'unanimité). En réalité loin du cessez-le feu, les manifestations et les massacres, les enlèvements vont repartir de plus bel.

Le cessez-le-feu est donc suivi une semaine plus tard d'une manifestation désespérée et sanglante des Algérois. Le 26 mars c'est la fusillade de la rue d'Isly. (En guise de protestation, une foule pacifique d'Européens, y compris des femmes et des enfants, se rend en cortège vers le quartier de Bab el-Oued pour protester contre son bouclage par l'armée française.

Dans la rue d'Isly, devant la grande Poste, un détachement de tirailleurs algériens de l'armée française, sous le commandement d'un jeune lieutenant kabyle, fait face aux manifestants, ils tirent faisant 50 morts)

A partir d'avril, les Français d'Algérie commencent leur exode vers la métropole... Un exode d'abord calme qui va virer au départ brutal suite à la proclamation de l'indépendance. En effet, le jour même de l'indépendance, le 5 juillet 1962, la population européenne d'Oran est sauvagement massacrée. Les musulmans loyalistes (« harkis ») sont empêchés de s'enfuir par les autorités françaises (de Gaulle refusait de les voir débarquer en France) – malgré les ordres, certains généraux conscients des risques pour leurs dévoués soldats bravèrent l'interdit et en ramenèrent en métropole. Ils seront alors parqués dans des camps... et des bidonvilles. Ceux restés en Algérie seront victimes de cruelles représailles.

On évalue à 1600 le nombre d'Européen(ne)s enlevés après les accords de cessez-le-feu et à plus de 50 000 le nombre de harkis massacrés. L'immense majorité du million d'Européens établis en Algérie choisit l'exil en métropole (« la valise ou le cercueil »), mettant fin à 130 ans d'Histoire.

EPC 2015